



Mission régionale d'autorité environnementale

Nouvelle-Aquitaine

**Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale
de la région Nouvelle-Aquitaine
sur le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme
de Bayonne (64) par déclaration de projet relatif
à la délocalisation d'un centre médical**

N° MRAe : 2021ANA25

dossier PP-2021-10731

Porteur du Plan : Communauté d'agglomération du Pays Basque

Date de saisine de la Mission Régionale d'Autorité environnementale : 05 février 2021

Date de l'avis de l'Agence régionale de santé : 15 mars 2021

Préambule.

Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.

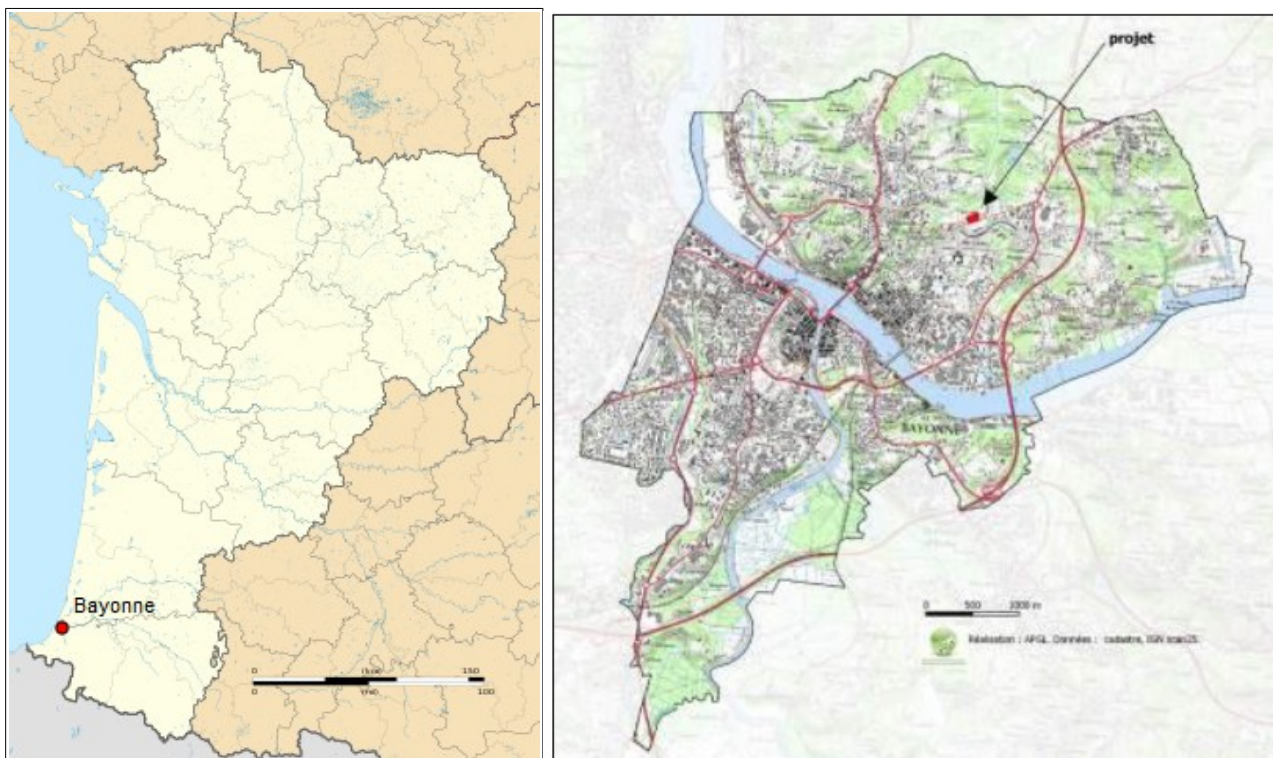
En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

Conformément au règlement intérieur du CGEDD et à la décision du 2 septembre 2020 de la MRAe Nouvelle-Aquitaine, cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 2 mai 2021 par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Hugues AYPHASSORHO.

Le délégataire cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

I - Contexte général

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) porte sur la mise en compatibilité par déclaration de projet du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bayonne porté par la communauté d'agglomération du Pays Basque¹, afin de permettre la délocalisation d'un centre médical au nord-est de la commune. Bayonne est située dans le département des Pyrénées-Atlantiques, dont elle est une des deux sous-préfectures. Sa population est de 52 569 habitants (source INSEE 2018) pour une superficie de 21,68 km².



Localisation de la commune de Bayonne et du projet (Sources : Wikipédia et dossier)

La commune est dotée d'un PLU depuis mai 2007. Un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), porté par la communauté d'agglomération du Pays Basque, est par ailleurs en cours d'élaboration sur le périmètre du territoire Côte Basque-Adour dont cinq communes² sont membres.

Le territoire communal est concerné par deux sites Natura 2000 : *L'Adour* (FR7200724) et *La Nive* (FR7200786) tous deux classés au titre de la Directive Habitat. La mise en compatibilité du PLU fait donc l'objet d'une évaluation environnementale. Conformément aux dispositions de l'article L. 300-6 du Code de l'urbanisme, le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale porte sur les dispositions de mise en compatibilité afin de permettre la réalisation d'un projet.

L'évaluation environnementale est une démarche itérative qui doit permettre au porteur du plan, ainsi qu'au public, de s'assurer de la meilleure prise en compte possible des enjeux environnementaux, entendus dans une large acception, aux différents stades d'élaboration du document. Elle a pour but d'évaluer les incidences du plan sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou en dernier lieu compenser ses incidences négatives.

II - Objet de la mise en compatibilité

La mise en compatibilité du PLU de Bayonne a pour objectif de permettre la délocalisation du centre d'oncologie et de radiothérapie du Pays Basque vers des parcelles propriétés de la communauté d'agglomération du Pays Basque au nord de l'avenue du 14 avril 1814, actuellement classées en zone d'urbanisation future (2AU), sur une superficie totale de 1,13 hectares.

Le centre médical doit se développer afin de poursuivre sa mission d'intérêt général. Or le site actuel, au cœur de la commune de Bayonne, est enclavé et ne peut être, selon le dossier, étendu sur place.

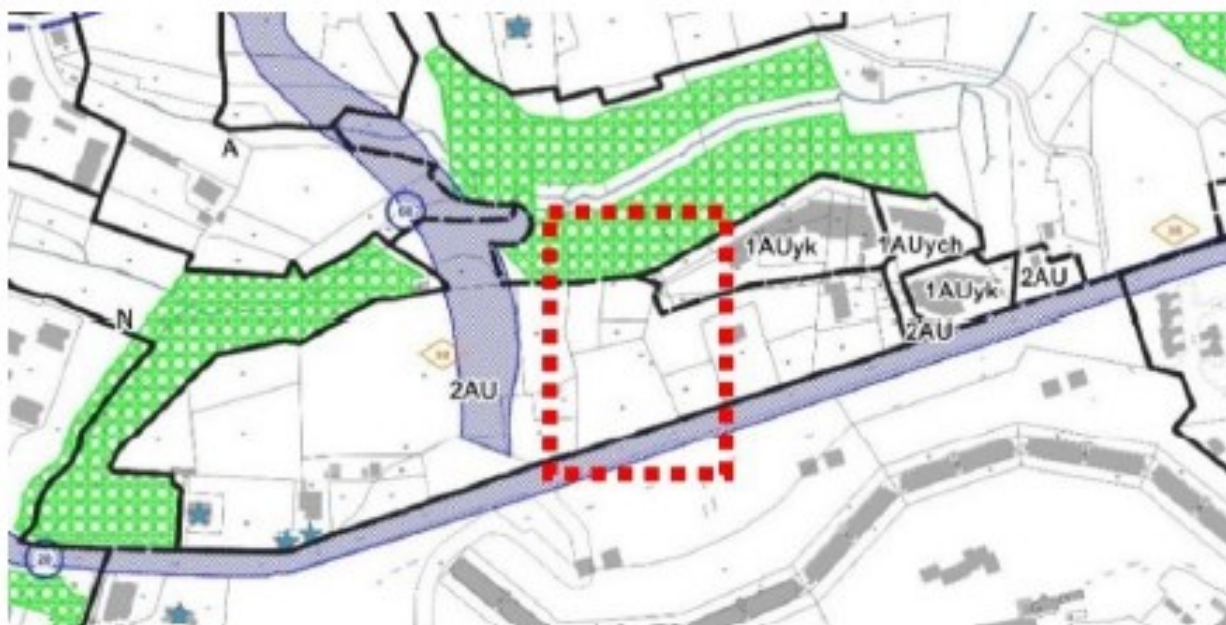
Les parcelles retenues pour cette délocalisation étant classées en zone 2AU au PLU actuel de la commune

1 C'est la communauté de communes qui exerce la compétence planification de l'urbanisme.

2 Les communes d'Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart et Boucau

de Bayonne, elles sont inconstructibles en l'état. Compte-tenu de l'intérêt général que le projet représente, la communauté d'agglomération du Pays Basque souhaite procéder aux évolutions suivantes :

- l'évolution des zonages 2AU, 1AUyk et N : passage de la zone 2AU à 1AUyk pour la partie sud, ainsi rendue constructible pour la réalisation du projet et passage de la zone 2AU à N pour la partie nord ;
- la modification des dispositions du règlement de la zone 1AUyk afin d'y permettre l'implantation de l'établissement de santé ;
- la réalisation d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) pour le secteur du projet.



En haut, extrait du zonage 2AU du PLU de 2007

En bas, superposition des zonages futurs sur photo aérienne (Source : notice de présentation de la mise en compatibilité, page 6)

III - Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de l'environnement par le projet de mise en compatibilité

Le dossier soumis à la MRAe est lisible et bien illustré. Il laisse néanmoins apparaître plusieurs manques d'informations, indiquées ci-dessous et qui devront être levés pour garantir une bonne information du public.

1) Choix du site de projet

Le dossier évoque plusieurs sites alternatifs d'implantation du centre médical. Le choix du site est fondé sur des critères fonctionnels (taille du foncier, accessibilité, positionnement central, présence des réseaux et transports en commun et enfin proximité des établissements de santé du territoire et d'un espace naturel qualitatif), mais les critères environnementaux ne sont pas présentés.

La MRAe recommande de compléter, dans le dossier de mise en compatibilité du PLU de Bayonne, la partie relative au choix d'implantation du projet en intégrant l'analyse des incidences sur l'environnement des sites d'implantation envisagés.

2) Évaluation des incidences environnementales des modifications apportées au PLU

Le site d'implantation choisi fait l'objet d'une description complète et le dossier s'attache à présenter ces principaux enjeux biologiques. Il se positionne à l'interface entre un ensemble urbain (lycée, logements) et un ensemble boisé sur l'arrière de la parcelle.

Il se situe en dehors de la trame verte et bleue (TVB) identifiée au PLU, au schéma de cohérence territoriale (SCoT) de Bayonne et du Sud des Landes et au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Il est situé en amont du bassin hydrographique et de la zone humide associés au ruisseau du moulin d'Esbouc et à 400 mètres de l'espace naturel sensible (ENS) des Forêts humides du Habas.

Des prospections de terrain se sont déroulées en mai 2020 sur l'ensemble des parcelles du site de projet. Le compte-rendu des visites et des espèces rencontrées est bien illustré. L'absence de localisation sur une carte des différentes prises de vue ne permet toutefois pas une parfaite appréhension des enjeux présents.

L'analyse des enjeux du site a poussé la collectivité à reclasser en zone naturelle N une partie du site de projet correspondant au talweg nord (environ 3 600 m²). Le reste du site, soit environ 7 600 m² en zone plane, est quant à lui classé en zone 1AUyk, zonage identique à celui du lycée voisin, pour la réalisation du projet.

Arbres remarquables

Les investigations de terrain ont permis de constater la présence de platanes remarquables sur la partie reclassée en N mais également sur une frange nord des parcelles classées en AUyk.

Bien que l'OAP prévoit une marge de recul à préserver et à aménager de manière paysagée et végétalisée à l'arrière du bâtiment, le schéma d'aménagement retenu (voir le schéma de l'OAP ci-dessous) ne permet pas de s'assurer de la préservation des arbres remarquables identifiés au nord de la parcelle classée en 1AUyk.

La MRAe rappelle que les OAP sont des principes d'aménagement et que le lien juridique entre une OAP et une autorisation d'urbanisme est un lien de compatibilité, qui ne garantit pas une protection rigoureuse et efficace des espaces naturels à préserver. Une protection réglementaire telle que celle de L151-23 du code de l'urbanisme ou celle des espaces boisés classés (EBC) pourrait garantir plus efficacement la préservation ces éléments de patrimoine.

La MRAe recommande de compléter l'OAP du secteur par une identification des arbres remarquables au nord du site d'implantation comme arbres à préserver ou par la création d'un EBC.

Zones humides

Les investigations de terrains ont démontré la présence d'une zone humide sur la partie nord du secteur étudié en application des nouvelles dispositions de l'article L. 211-1 du code de l'environnement, modifié par la loi du 24 juillet 2019 renforçant la police de l'environnement (critère pédologique où floristique).

Le choix d'un classement partiel de l'ancienne zone 2AU en zone naturelle N permet d'éviter la totalité de la zone humide présente au nord du site d'implantation.

Cependant l'absence de présentation du règlement écrit de la zone N du PLU ne permet pas de s'assurer de la préservation des zones humides de toute construction ou de tous travaux d'affouillements et d'exhaussements des sols. La MRAe demande donc de justifier des dispositions réglementaires envisagées pour la protection des zones humides, et d'envisager un classement en zone N protégée ou d'identifier la

zone humide dans l'OAP dans un but de préservation.

Enfin, ce terrain étant destinée pour partie à un usage d'agrément pour le repos et la détente des patients, le dossier présenté n'apporte pas les éléments permettant de justifier de la compatibilité de cet usage avec la préservation des fonctionnalités hydrauliques de la zone humide.

La MRAe recommande de compléter le dossier de mise en compatibilité du PLU de Bayonne afin de mieux justifier de la préservation des fonctionnalités hydrauliques de la zone humide, notamment au regard du règlement écrit de la zone N et au regard de l'usage qui sera fait de cet espace.



Orientation d'aménagement et de programmation du site après la mise en compatibilité

Assainissement et eaux pluviales

Le dossier présenté s'attache à démontrer la capacité résiduelle suffisante de la station d'épuration communale. Cependant aucune information sur le fonctionnement de cette dernière n'est présentée, ce qui ne permet pas de s'assurer de la faisabilité du projet.

Par ailleurs, l'emprise du projet n'est pas desservie par le réseau public d'eaux pluviales, qui sont donc gérées à la parcelle. Or compte-tenu de la topologie du terrain d'assiette et de la configuration de la zone de projet, le dossier indique que la gestion des eaux pluviales sera tournée vers le talweg au nord de la parcelle. Ce choix d'un rejet vers le ruisseau existant au nord de la parcelle aurait mérité de plus amples développements afin de mieux évaluer les incidences éventuelles.

La MRAe recommande de compléter les informations présentées en matière d'assainissement et de gestion des eaux pluviales afin de s'assurer de la bonne prise en compte des enjeux en la matière.

IV - Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale

Le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Bayonne porté par la communauté d'agglomération du Pays Basque a pour objectif de permettre la délocalisation d'un centre d'oncologie et de radiothérapie.

La MRAe souligne la démarche d'évitement ayant conduit au classement en zone naturelle d'un tiers du site choisi afin de préserver une zone humide identifiée sur le talweg.

Cependant les mesures de réduction mises en place sur le secteur d'implantation choisi concernant les fonctionnalités hydrauliques de la zone humide, les arbres remarquables et la gestion des eaux usées et pluviales, mériteraient d'être poursuivies pour permettre de conclure à une prise en compte satisfaisante de l'environnement. Le projet de mise en compatibilité présenté mériterait d'être complété sur ces points.

La Mission Régionale d'Autorité environnementale fait par ailleurs d'autres observations et recommandations plus détaillées dans le corps de l'avis.

À Bordeaux le 2 mai 2021

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine
Le président de la MRAe

signé

Hugues AYPHASSORHO